

Montréal 

Budget 2024

Présentation à l'intention des membres de la Commission sur les finances et l'administration

Me Patrice F. Guay
Service des affaires juridiques
27 novembre 2023



Plan de la présentation

Organigramme 2024

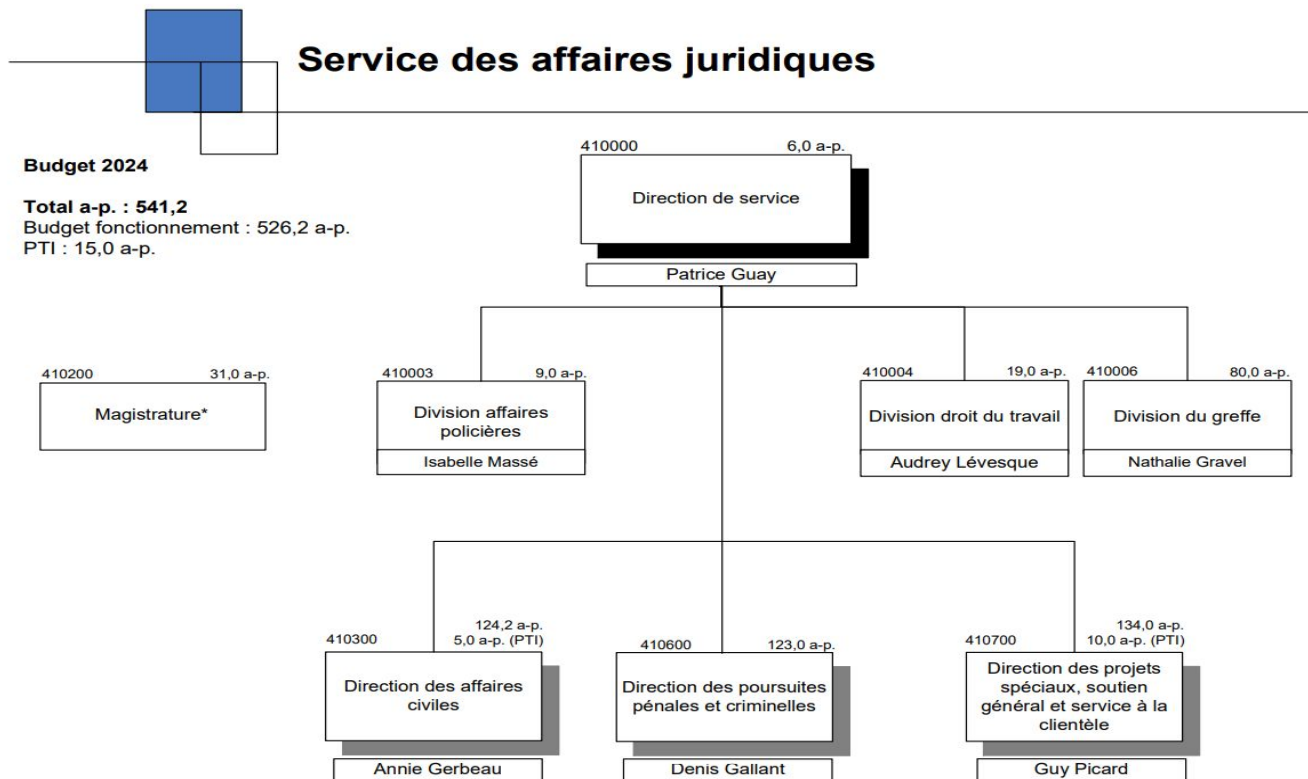
Faits saillants 2023 et impacts

Budget de fonctionnement

1. Indicateurs de performance du service
2. Évolution budgétaire 2023
3. Objectifs 2024
4. Budget 2024
 - a. Sommaire des revenus et dépenses par objets
 - b. Principaux écarts 2024 vs 2023
 - c. Variations de l'effectif par catégories d'emplois

Période de questions

Organigramme 2024



Faits saillants 2023 et impacts

- Création du poste « Responsable du soutien à la direction et chargé(e) de projet » relevant directement du directeur de service et avocat en chef de la Ville et amorce d'une révision des processus administratifs;
- Travaux liés aux résultats des sondages de mobilisation (2019 - 2021 - 2022);
- DPS : Revue exhaustive des procédés de la Division de la perception incluant le développement de technologies pour faciliter la conclusion d'ententes de paiements échelonnés;
- DPS : Rehaussement de la sécurité au chef-lieu de la cour municipale de Montréal (arche de sécurité et présence policière);
- DPS : Création d'une deuxième section au sein de la Division de la perception des amendes : Section des mesures particulières d'exécution;
- DPPC : Création d'une cinquième division : Division des procédures administratives;
- DPPC/Greffe : Continuation des travaux liés à la réduction des délais de traitement des dossiers en salle d'audience (dossiers en matières pénale et criminelle, contestés ou non);
- DPPC : Revue des processus liés à l'accompagnement des unités d'affaires émettrices en matière de salubrité et conformité;
- DAC/Division des affaires policières/Division du droit de travail : Implication soutenue des juristes de la DAC, de la Division des affaires policières ainsi que de la Division du droit du travail dans de nombreux dossiers stratégiques et d'importance, tant en service-conseil qu'en litige auprès de l'ensemble des unités d'affaires de la Ville de Montréal;
- DAC en collaboration avec le Service des technologies de l'information : Mise en marche du processus d'acquisition d'une nouvelle plateforme de gestion des dossiers juridiques;
- DPPC/DAC/Division des affaires policières/Division du droit de travail : Implication soutenue de nombreux et nombreuses juristes et procureur(e)s dans plusieurs comités du Barreau du Québec, Barreau de Montréal, associations professionnelles et activités de formation.

Budget de fonctionnement 2024

1. Indicateurs de performance du service

Ensemble des statistiques liées aux activités de la cour municipale de Montréal, notamment :

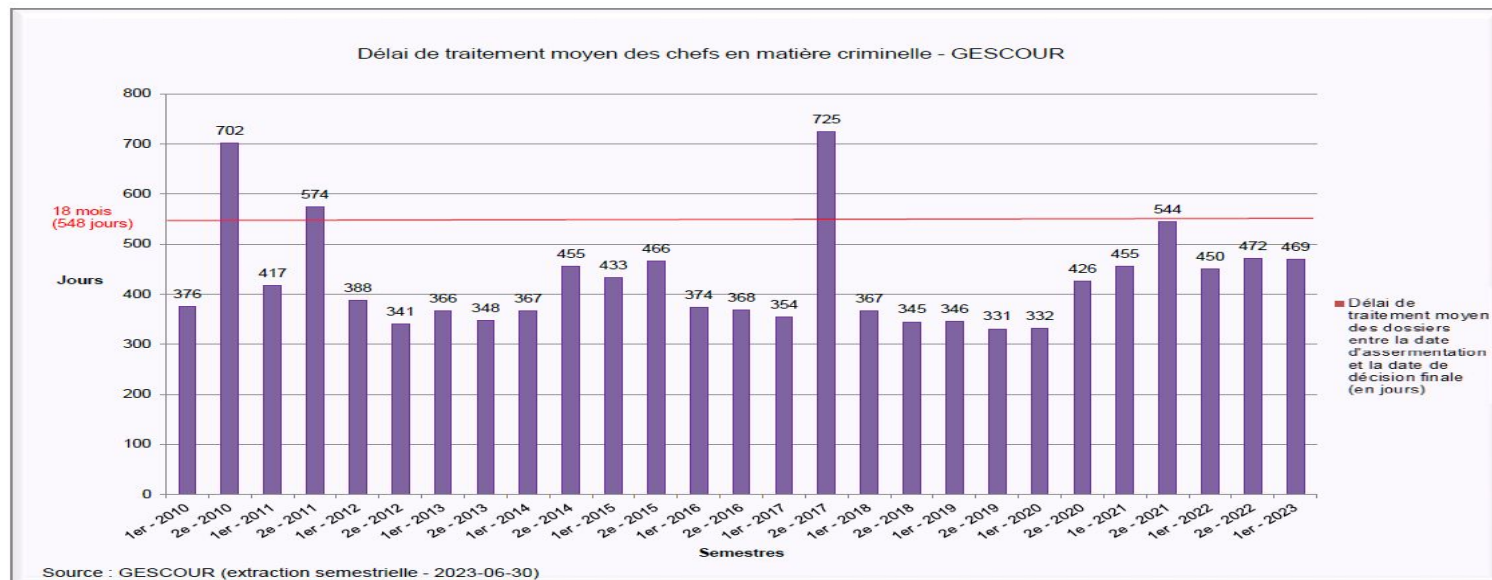
- Délais d'audition des dossiers en matières criminelle et pénale;
- Nombre de dossiers pénaux par défaut en attente de jugement;
- Diverses statistiques d'utilisation des ressources de la cour;
- Données financières liées aux activités de recouvrement (percepteur des amendes).

Ensemble des statistiques liées aux mandats confiés aux juristes et analystes en droit, notamment :

- Nombre de dossiers, cycles de vie des dossiers et délais de fermeture;
- Nombre de réclamations (Division du Bureau des réclamations de la DAC);
- Évolutions des coûts des mandats externes.

1. Indicateurs clés du service

Délai de traitement en matière criminelle - avec décision finale 1 janvier 2010 au 30 juin 2023

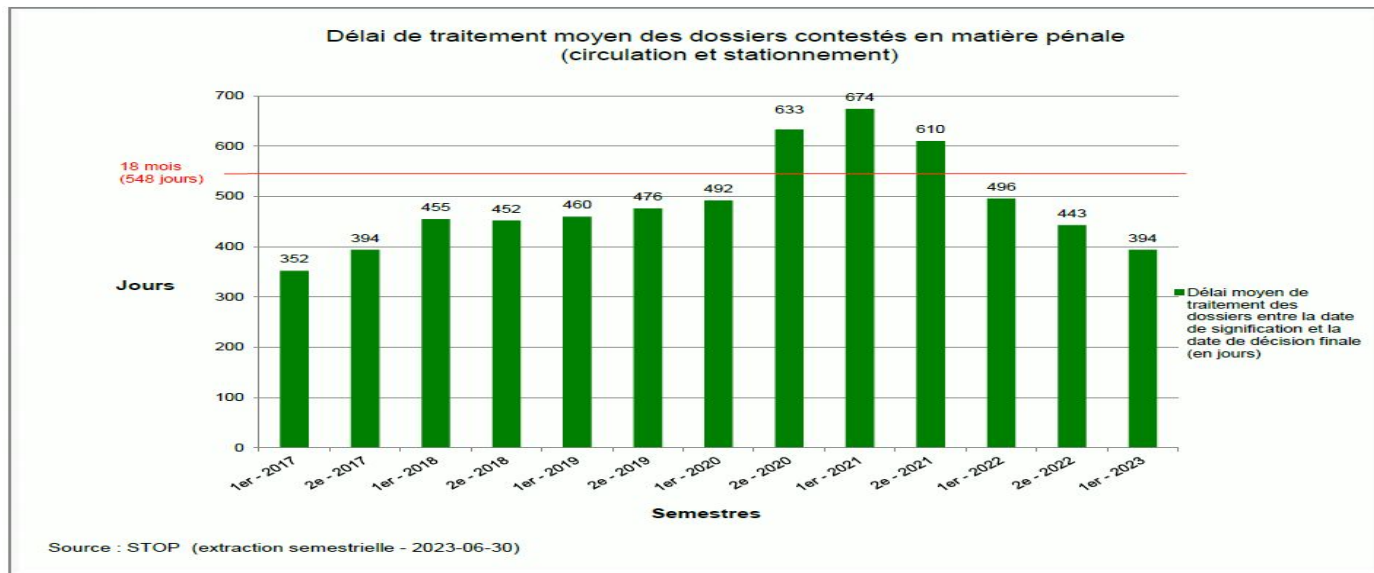


Au 1e semestre 2023 :

- **Diminution de 3 jours** du délai de traitement moyen des chefs d'infraction (469 jours - 16 mois). La médiane est de 356 jours (12 mois).
- Le nombre de chefs d'infraction avec décision finale est un peu moins élevé qu'au même semestre en 2022, soit 7 836 versus 8 226 chefs. Sur les 7 836 chefs d'infraction avec décision finale, 5 496 ont été traités en moins de 18 mois (**70%**).

1. Indicateurs clés du service (suite)

Délai de traitement en matière pénale (circulation et stationnement) - avec décision finale
du 1 janvier 2017 au 30 juin 2023

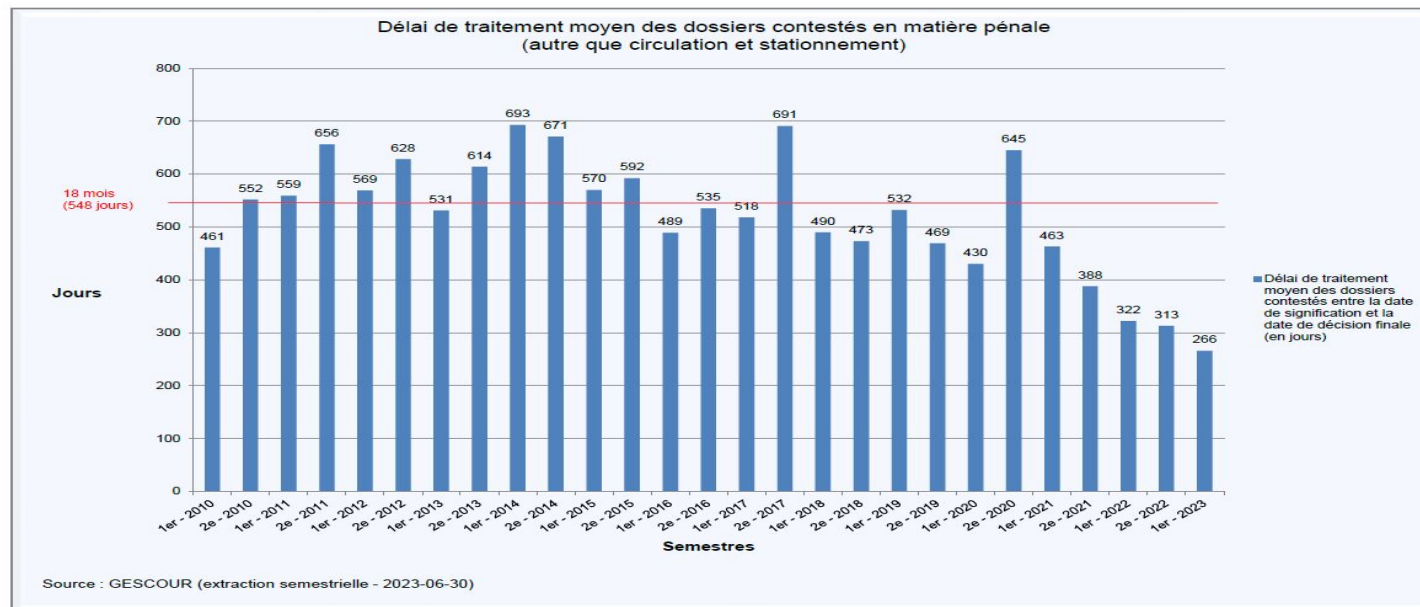


Au 1er semestre 2023 :

- ◇ **Diminution de 49 jours** du délai de traitement moyen des dossiers (394 jours - 13 mois). La médiane est de 369 jours de traitement.
- ◇ **Augmentation** du nombre de dossiers avec décision finale, soit **40 015** dossiers comparativement à 39 127 au même semestre en 2022. Sur les 40 015 dossiers avec décision finale, 38 174 ont été traités en moins de 18 mois (**95%**).

1. Indicateurs clés du service (suite)

Délai de traitement en matière pénale (autre que circulation et stationnement) - avec décision finale
1 janvier 2010 au 30 juin 2023



Au 1er semestre 2023 :

🟢 **Diminution de 47 jours** du délai de traitement moyen des dossiers (266 jours - 9 mois). La médiane est de 210 jours de traitement.

🔴 **Diminution** du nombre de dossiers ont eu une décision finale, soit **1 669** comparativement à 2 161 au même semestre en 2022.

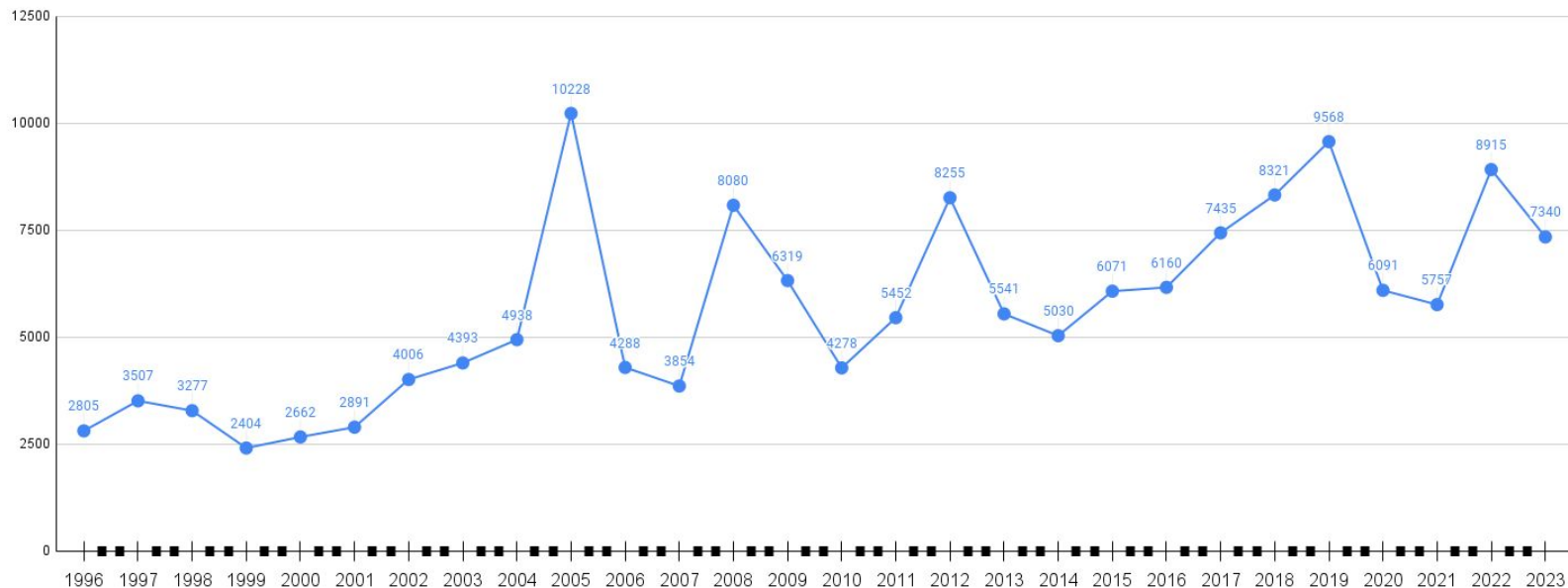
Sur les 1 669 dossiers avec décision finale, 1 555 ont été traités en moins de 18 mois (**93%**).

1. Indicateurs clés du service (suite)

Bureau des réclamations de la Direction des affaires civiles

Évolution des réclamations depuis 1996

Mise à jour le 31 juillet 2023



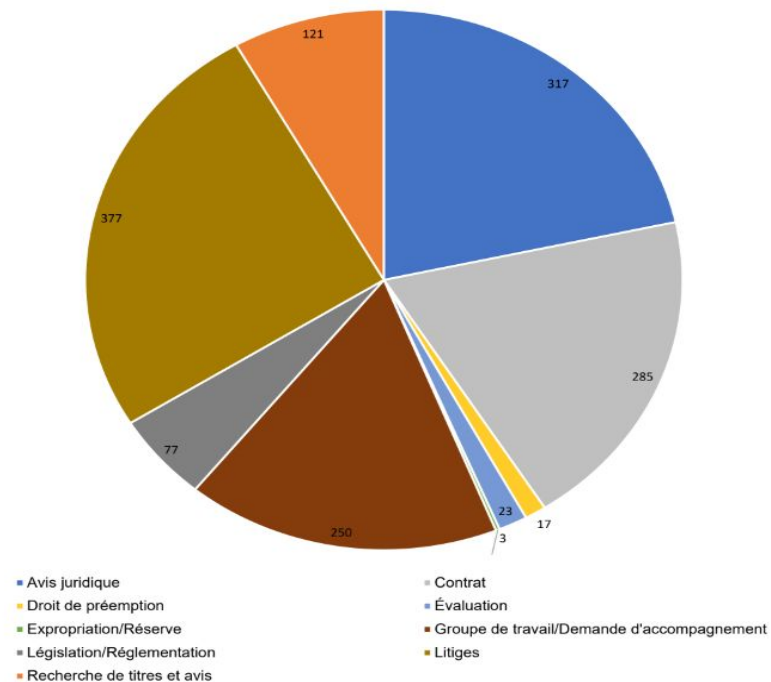
1. Indicateurs clés du service (suite)

Direction des affaires civiles

Répartition des dossiers ouverts en 2023 (au 31 juillet)

Activités	Nombre de dossiers ouverts
Avis juridique	317
Contrat	285
Droit de préemption	17
Évaluation	23
Expropriation/Réserve	3
Groupe de travail/Demande d'accompagnement	250
Législation/Réglementation	77
Litiges	377
Recherche de titres et avis	121
Total	1470

Répartition des dossiers ouverts en 2023 (au 31 juillet)



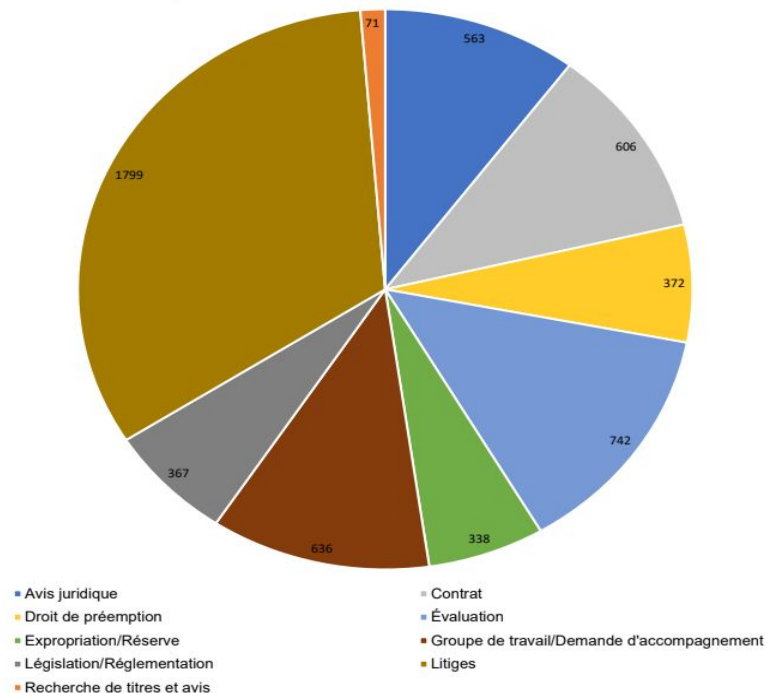
1. Indicateurs clés du service (suite)

Direction des affaires civiles

Répartition des dossiers actifs au 31 décembre 2022

Activités	Nombre de dossiers actifs
Avis juridique	563
Contrat	606
Droit de préemption	372
Évaluation	742
Expropriation/Réserve	338
Groupe de travail/Demande d'accompagnement	636
Législation/Réglementation	367
Litiges	1799
Recherche de titres et avis	71
Total	5494

Répartition des dossiers actifs au 31 décembre 2022



2. Évolution budgétaire 2023 – Revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
○ Circulation et stationnement :			
Relevant des constats du SPVM	83 841,3 \$		
Relevant des constats de stationnement de l'Agence de mobilité durable	<u>104 649,1 \$</u>		
	= 188 490,4 \$		
○ Règlements municipaux, Lois provinciales, Code criminel	4 189,0	11 110,2	15 299,2
○ Subvention gouvernementale - programme sur violence conjugale		2 106,3	2 106,3
○ Autres (principalement litiges contractuels 1,016M\$)	1 016,2	180,8	1 197,0
Total Budget original 2023 et comparatif 2023	109 084,9	98 008,0	207 092,9
Autres revenus	-	25,0	25,0
Budget modifié 2023	109 084,9	98 033,0	207 117,9
Prévisions 2023	97 138,7	76 175,4	173 314,1
Surplus (déficit)	(11 946,2)	(21 857,6)	(33 803,8)
<u>Explications des principaux écarts</u>			
<u>Déficit général dans les revenus des constats d'infraction émis</u>			
○ Revenus des constats rattachés à la circulation et au stationnement :			
Relevant des constats du SPVM	(19 629,8)	(15 467,4)	(35 097,2)
Relevant des constats de stationnement de l'Agence de mobilité durable	8 696,4	(1 592,6)	7 103,8
	(10 933,4)	(17 060,0)	(27 993,4)
○ Revenus rattachés aux constats de Règlements municipaux, de Lois provinciales et du Code criminel	(1 012,8)	(4 174,9)	(5 187,7)
<u>Subvention</u>			
○ Nombre de dossiers ouverts moindre que le nombre prévu à la Subvention de 2 M\$ du Ministère de la justice pour la gestion de dossiers en matière de violence conjugale par la Cour municipale	-	(622,7)	(622,7)
Déficit	(11 946,2)	(21 857,6)	(33 803,8)

2. Évolution budgétaire 2023 – Dépenses (suite)

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2023 et comparatif 2023	21 184,2	52 452,8	73 637,0
Transfert de crédits en provenance du Service des ressources humaines	-	18,5	18,5
Autres dépenses	-	25,0	25,0
Budget modifié 2023	21 184,2	52 496,3	73 680,5
Prévisions 2023	20 116,7	51 514,7	71 631,4
Surplus (déficit)	1 067,5	981,6	2 049,1
<u>Explications des principaux écarts</u>			
○ Economie dans les cotisations d'employeur reliée aux services courants des régimes de retraite	429,0	763,9	1 192,9
○ Économie de 0,7% sur la masse salariale attribuable aux économies sur postes vacants et aux écarts salariaux qui en découlent lors des comblements temporaires de ces postes	638,5	(182,3)	456,2
○ Économie de 0,5 % des dépenses expliquée par diverses économies dans les dépenses de la Cour municipale (frais de poste, interprètes, témoins et d'émissions de		400,0	400,0
Surplus	1 067,5	981,6	2 049,1

3. Objectifs 2024

- Valorisation des données de performance du SAJ afin d'exposer plus de l'avant la réalité opérationnelle des diverses directions et divisions du SAJ;
- [Continuation de la modernisation des outils numériques de gestion et d'exploitation de la Cour numérique*](#);
- Continuation des travaux d'amélioration des activités de la Division de la perception des amendes (DPS);
- Continuation des actions liées aux exercices de mobilisation dans l'ensemble du SAJ;
- Accompagnements ciblés de la DAC en lien avec divers projets prioritaires (Montréal 2030);
- Revue de la compétence de la cour municipale dans l'optique d'une application plus ciblée du cadre réglementaire municipal.

*Cliquer sur le lien pour visualiser la capsule du nouveau système intégré de la cour municipale SICOUR.

4. a) Budget 2024 – Revenus et dépenses par objets

Revenus par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2019	Réel comparatif 2020	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Prévision comparative 2023	Budget comparatif 2023	Budget 2024
Autres services rendus	997,3	198,5	5 205,4	485,5	1 152,1	1 067,9	1 069,0
Autres revenus	166 524,1	123 351,1	153 780,7	161 946,3	170 653,4	203 918,7	203 918,7
Transferts (subvention gouvernementale) *	1 483,4	1 848,4	1 479,7	1 483,6	1 508,6	2 106,3	2 106,3
Total	169 004,8	125 398,0	160 465,8	163 915,4	173 314,1	207 092,9	207 094,0

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2019	Réel comparatif 2020	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Prévision comparative 2023	Budget comparatif 2023	Budget 2024
Rémunération et cotisations de l'employeur	49 711,7	52 187,8	57 273,0	57 667,5	60 152,6	61 783,2	62 062,7
Transport et communication	1 995,6	1 209,9	1 706,5	2 186,2	2 282,1	2 542,3	2 442,3
Services professionnels	2 241,3	2 480,7	2 275,1	2 500,3	2 125,1	1 955,1	1 955,1
Services techniques et autres	5 899,1	4 206,7	4 755,5	5 222,5	6 220,0	6 536,4	6 536,4
Location, entretien et réparation	135,5	105,9	250,0	204,9	124,3	129,8	129,8
Biens non durables	467,7	309,2	452,1	471,9	499,2	495,1	395,1
Biens durables	190,4	137,3	169,4	156,1	208,1	185,1	185,1
Autres objets	(6,3)	10,0	35,7	22,4	20,0	10,0	10,0
Total	60 635,0	60 647,5	66 917,3	68 431,8	71 631,4	73 637,0	73 716,5

* Programme sur la violence conjugale

4. b) Principaux écarts 2024 vs 2023 – Revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2023	109 084,9	98 008,0	207 092,9
Indexation annuelle de 2,2 % des tarifs prévue au Règlement sur les frais exigibles pour la fourniture de documents pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents (budget de 52,8 \$)		1,1	1,1
Variation totale	-	1,1	1,1
Budget 2024	109 084,9	98 009,1	207 094,0

Détails par catégorie de revenus :

○ Circulation et stationnement :

Relevant des constats du SPVM 83 841,3 \$

Relevant des constats de stationnement de l'Agence de mobilité durable 104 649,1 \$

= 188 490,4 \$

○ Règlements municipaux, Lois provinciales, Code criminel

○ Subvention gouvernementale - programme sur violence conjugale

○ Autres (principalement litiges contractuels 1,016M\$)

Total budget 2024

103 879,7	84 610,7	188 490,4
4 189,0	11 110,2	15 299,2
	2 106,3	2 106,3
1 016,2	181,9	1 198,1
109 084,9	98 009,1	207 094,0

4. b) (Suite) Principaux écarts 2024 vs 2023 – Dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	A-P.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2023	527,2	21 184,2	52 452,8	73 637,0
○ Indexation statutaire de la rémunération		580,5	1 487,2	2 067,7
○ Economie dans les cotisations d'employeur reliée aux services courants des régimes de retraite		(429,0)	(763,9)	(1 192,9)
○ Participation à l'équilibre budgétaire de la Ville		(194,4)	(400,9)	(595,3)
○ Transfert de budget entre Services, aucun impact sur le cadre financier global de la Ville		(200,0)	-	(200,0)
○ Création de 1 poste de juriste financé par le Service du développement économique et dédié à la mise en œuvre des nouveaux pouvoirs afférents au développement économique	1,0	-	-	-
○ Fin de 2 postes temporaires financés par d'autres Services se terminant le 31 décembre 2023 et réaménagements de dépenses et de postes entre compétences et unités administratives	(2,0)	(257,4)	257,4	-
Variation totale	(1,0)	(500,3)	579,8	79,5
Budget 2024	526,2	20 683,9	53 032,6	73 716,5

4. c) Variations de l'effectif par catégories d'emplois

	Années-pers onnes					
	Budget comparatif 2019	Budget comparatif 2020	Budget comparatif 2021	Budget comparatif 2022	Budget comparatif 2023	Budget 2024
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	28,0	27,0	27,0	28,0	29,0	31,0
Cadres conseil	9,0	11,0	12,0	14,0	14,0	14,0
Sous-total — Cadres	37,0	38,0	39,0	42,0	43,0	45,0
Juges	31,0	32,0	31,0	31,0	31,0	31,0
Cols blancs	313,2	320,2	320,2	319,2	320,2	317,2
Juristes et Professionnels	122,0	126,0	126,0	130,0	133,0	133,0
Gestion des postes vacants	-	-	-	-	-	-
Total	503,2	516,2	516,2	522,2	527,2	526,2



Période de questions

Montréal 

775, rue Gosford, 4e étage
Montréal (Québec) H2Y 3B9

Me Patrice F. Guay
Directeur du Service des affaires juridiques et avocat en chef de la Ville



Annexes

1. Mission
2. Organigramme 2023
3. Objectifs et réalisations 2023
4. Bilan en matière de santé et sécurité au travail

Annexes - Budget de fonctionnement

1. Budget 2024 : Revenus et dépenses par compétences
2. Budget 2024 : Dépenses par catégories d'emplois

1. Mission

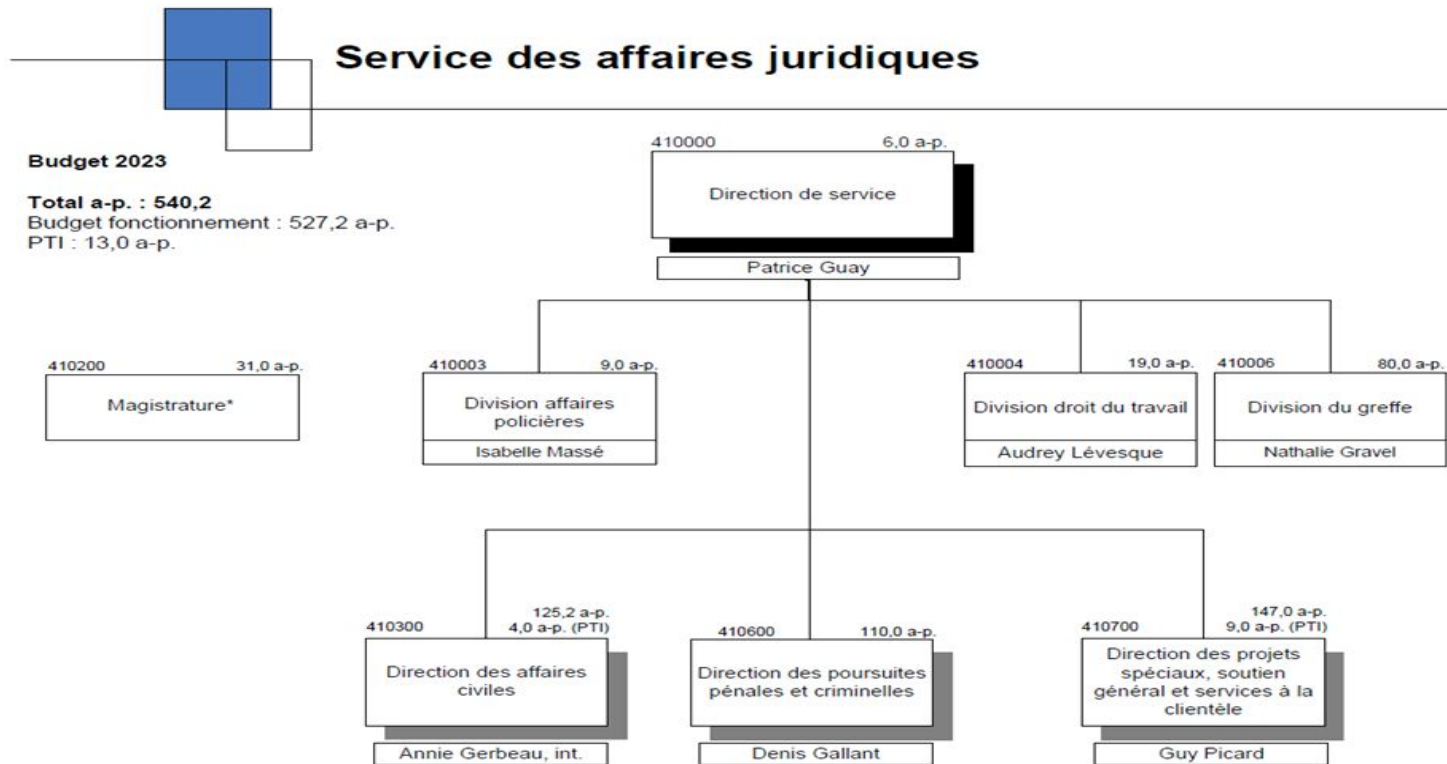
Le Service des affaires juridiques a principalement trois grandes missions :

- Pourvoir aux besoins d'accompagnement, de conseils et de représentation juridique des diverses autorités administratives de la Ville de Montréal (services centraux et arrondissements) y compris la gestion des réclamations et les dossiers judiciairisés en relation de travail;
- Assurer la représentation de la poursuite des 16 municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM), de Sa Majesté le Roi dans les dossiers traités par la cour municipale de Montréal en matières pénale et criminelle relevant de sa compétence;
- Assurer les services d'une cour municipale accessible, moderne et efficace ayant pour objectif d'offrir une justice de proximité à l'ensemble des justiciables de l'agglomération de Montréal.

Champs d'action :

- Assistance-conseil juridique de la Ville de Montréal;
- Rédaction de règlements municipaux et de contrats;
- Représentation devant les tribunaux de droit commun et divers tribunaux administratifs;
- Procureur de la poursuite en matières pénale et criminelle;
- Administration des divers programmes sociaux au sein de la cour municipale de Montréal;
- Gestion de la cour municipale de Montréal.

2. Organigramme 2023



3. Objectifs et réalisations 2023

Objectif 1 : Consolidation des leviers de mobilisation de diverses équipes en collaboration avec les partenaires syndicaux.

- Rencontres tenues avec les partenaires syndicaux afin d'assurer un dialogue en continu en lien avec les enjeux soulevés au cours des diverses consultations;
- Rencontres tenues avec l'ensemble du personnel du SAJ.

Objectif 2 : Revue des processus à la Division du greffe de la cour municipale de Montréal et continuation des phases d'implantation de la cour numérique en respect de l'échéancier contractuel.

- Accompagnement de la nouvelle greffière en titre de la cour municipale dans la consolidation de son équipe de gestion;
- Maintien du respect des échéances en regard des livrables sous la responsabilité du SAJ dans le déploiement de la nouvelle plateforme numérique;
- Rencontres avec Fujitsu liées au respect de l'échéancier du chantier du déploiement de la nouvelle plateforme numérique.

Objectif 3 : Collaboration rapprochée avec les autorités du ministère de la Justice et du ministère des Affaires municipales et de l'habitation pour divers projets visant l'amélioration de la justice de proximité.

- Diverses rencontres avec des représentants des ministères concernés par la revue des activités et de la juridiction de la cour municipale de Montréal.

Objectif 4 : Production d'une analyse de capacité du Service des affaires juridiques dans l'optique d'une revue des priorités de la Ville en accompagnement et représentation.

- Analyse en cours et mandat confié aux directeurs et à la nouvelle Responsable du soutien à la direction et chargée de projet afin de consolider les outils de statistiques actuellement disponibles et d'intégrer de nouveaux indicateurs ciblés dans les prochaines plateformes (DAC/Division des affaires policières/Division du droit du travail/Cour numérique).

4. Bilan en matière de santé et sécurité au travail

- 5 accidents de travail dont 2 avec perte de temps;
- 3 séances du comité local SST avec les fonctionnaires municipaux;
- Inspection annuelle des lieux de travail;
- Évaluation des bureaux du point de service de l'Est et mise en place des recommandations par l'ergothérapeute;
- Atelier à tous les fonctionnaires de la Section des comptoirs et des points de service sur l'ajustement du poste de travail;
- Formation de huit agents principaux des divisions Service à la clientèle et Perception des amendes comme personne ressource en ergonomie;
- 5 évaluations de poste de travail par un ergothérapeute et ajustement des postes de travail;
- Tournées des salles d'audience du chef-lieu et des points de service avec un spécialiste en ergonomie pour dégager des pistes d'amélioration visant à prévenir des blessures;
- Optimisation du fonctionnement pour la mise à jour annuelle des secouristes et des trousse de premiers soins;
- Déploiement de l'arche de sécurité à l'entrée du chef-lieu sise au 775, rue Gosford.



Annexes

Budget de fonctionnement

1. Budget 2024

a) Sommaire des revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus						
	Réel comparatif 2019	Réel comparatif 2020	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Prévision comparative 2023	Budget comparatif 2023	Budget 2024
Conseil municipal	88 801,2	70 963,8	86 048,0	83 641,7	97 138,7	109 084,9	109 084,9
Conseil d'agglomération	80 203,6	54 434,2	74 417,8	80 273,6	76 175,4	98 008,0	98 009,1
Total	169 004,8	125 398,0	160 465,8	163 915,3	173 314,1	207 092,9	207 094,0

(en milliers de dollars)

	Dépenses						
	Réel comparatif 2019	Réel comparatif 2020	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Prévision comparative 2023	Budget comparatif 2023	Budget 2024
Conseil municipal	15 309,3	16 569,9	18 664,8	19 174,1	20 116,7	21 184,2	20 710,3
Conseil d'agglomération	45 325,8	44 077,6	48 252,7	49 257,8	51 514,7	52 452,8	53 006,2
Total	60 635,1	60 647,5	66 917,5	68 431,9	71 631,4	73 637,0	73 716,5

2. Budget 2024 – Dépenses par catégories d’emplois

	(en milliers de dollars)					
	Budget comparatif 2019	Budget comparatif 2020	Budget comparatif 2021	Budget comparatif 2022	Budget comparatif 2023	Budget 2024
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	4 947,2	4 680,9	4 853,8	5 105,1	5 570,8	5 866,2
Cadres conseil	1 297,4	1 445,2	1 677,1	2 020,8	1 964,9	1 983,6
Sous-total — Cadres	6 244,6	6 126,1	6 530,9	7 125,9	7 535,7	7 849,8
Juges	8 824,7	9 204,1	9 117,9	9 317,1	10 479,7	10 704,7
Cols blancs	23 175,1	23 054,3	24 541,4	25 942,6	27 210,7	26 892,3
Juristes et Professionnels	16 207,3	17 040,3	17 758,2	18 244,3	20 248,9	20 229,1
Gestion des postes vacants	(984,8)	(978,4)	(2 446,1)	(3 667,0)	(3 691,8)	(3 613,2)
Total	53 466,9	54 446,4	55 502,3	56 962,9	61 783,2	62 062,7

8. Liste des acronymes

SAJ : Service des affaires juridiques

DAC : Direction des affaires civiles

DPPC : Direction des poursuites pénales et criminelles

DPS : Direction des projets spéciaux, du soutien général et du service à la clientèle



Me Patrice F. Guay

Directeur des Affaires juridiques et avocat en chef de la Ville

514 872-2919

775, rue Gosford, 4e étage

Montréal (Québec) H2Y 3B9